

# Commission paritaire pour les Technologies Orthopédiques

## CP 340

Convention collective de travail du 25 avril 2014 instituant le « Fonds de sécurité d'existence pour les Technologies Orthopédiques » et en fixant les statuts

### INSTITUTION

Neerlegging-Dépôt: 05/05/2014  
Regist.-Enregistr.: 09/05/2014  
N°: 120957/CO/340

#### Article 1er

En application de la loi du 7 janvier 1958 relative aux fonds de sécurité d'existence, la commission paritaire pour les technologies orthopédiques (CP 340) a conclu une convention collective de travail en vue de l'institution d'un fonds de sécurité d'existence, dont les statuts sont fixés ci-après.

#### Article 2

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers, aux ouvrières ainsi qu'aux employés et employées des entreprises ressortissant à la commission paritaire pour les technologies orthopédiques. Elle entre en vigueur au 1er avril 2014 et est conclue pour une durée indéterminée.

Chacune des parties signataires peut dénoncer cette convention collective de travail moyennant un préavis de trois mois. Cette dénonciation est notifiée au plus tard au 30 juin par le biais d'une lettre recommandée adressée au président de la commission paritaire pour les technologies orthopédiques et à chacune des parties signataires.

Le délai de trois mois prend cours à partir de la date à laquelle la lettre recommandée a été envoyée au président.

### STATUTS

#### **Chapitre I                    Dénomination et siège social**

##### Article 3

A partir du 1 avril 2014, un fonds de sécurité d'existence, appelé le "Fonds de sécurité d'existence pour les technologies orthopédiques" est institué, dont le siège est établi dans l'agglomération de Bruxelles, adresse: rue de Trèves 31-33, 1040 Bruxelles.

Ce Fonds reprend tous les droits et obligations du "FONDS DE SECURITE D'EXISTENCE DES CHAUSSURES ORTHOPEDIQUES" (S-CP 128.06).

#### **Chapitre II                    Objet**

##### Article 4

Le fonds assure le financement, l'octroi et le paiement des avantages sociaux complémentaires, fixés par conventions collectives de travail conclues au sein de la commission paritaire pour les technologies orthopédiques et rendues obligatoires par arrêté royal en faveur des employeurs et travailleurs de la commission paritaire susmentionnée.

Le fonds a également pour but de promouvoir les activités de formation, d'emploi et d'intégration des personnes appartenant aux groupes à risques.

### **Chapitre III            Financement**

#### **Article 5**

Les moyens financiers du fonds sont constitués :

- d'une part des cotisations versées par les employeurs ressortissant à la compétence de la commission paritaire concernée, visée à l'article 2;
- d'autre part de l'actif net du FSE S-CP 128.06 ("FONDS DE SECURITE D'EXISTENCE DES CHAUSSURES ORTHOPEDIQUES") intégralement transféré après dissolution et liquidation.

#### **Article 6**

La cotisation est fixée proportionnellement aux salaires bruts versés par l'employeur aux ouvriers, ouvrières ainsi qu'aux employés et employées visés à l'article 2.

Le pourcentage de la cotisation est fixé par convention collective de travail conclue au sein de la commission paritaire pour les techniques orthopédiques.

#### **Article 7**

Les cotisations sont perçues et recouvrées par l'Office National de la Sécurité sociale en application de l'article 7 de la loi du 7 janvier 1958 relative aux fonds de sécurité d'existence.

#### **Article 8**

Les frais d'administration du fonds sont fixés annuellement par le comité de gestion prévu par l'article 11.

Ces frais sont couverts par les rentes des capitaux provenant du versement des cotisations et éventuellement par une retenue sur les cotisations prévues et dont le montant est fixé annuellement par le comité de gestion paritaire.

### **Chapitre IV            Octroi et paiement des indemnités**

#### **Article 9**

Les travailleurs visés à l'article 2 ont droit à des avantages complémentaires dont le montant, la nature et les conditions d'octroi sont fixés par conventions collectives de travail, conclues au sein de la commission paritaire pour les technologies orthopédiques et rendues obligatoires par Arrêté Royal.

#### **Article 10**

Le paiement des avantages complémentaires ne peut être tributaire du paiement des cotisations dues par l'employeur.

## Chapitre V                    Gestion

### Article 11

Le fonds est géré par un comité de gestion paritaire composé de huit membres effectifs qui sont les administrateurs de ce fonds.

La moitié de ces membres est désignée par et parmi les membres de la commission paritaire, nommés sur proposition des organisations professionnelles des employeurs; l'autre moitié des membres est désignée par et parmi les membres de ladite commission paritaire qui représentent les travailleurs.

Les membres de ce comité de gestion paritaire sont désignés pour la même période que celle de leur mandat de membre de la commission paritaire pour les technologies orthopédiques.

Le comité de gestion paritaire est complété de huit membres suppléants désignés sous les mêmes conditions et pour la même durée que les membres effectifs.

En cas d'empêchement temporaire les membres suppléants remplacent les membres effectifs avec les mêmes compétences.

La fonction de membre effectif ou suppléant au comité de gestion paritaire expire par démission, décès ou lorsque le mandat de membre de la commission paritaire pour les technologies orthopédiques prend fin ou pour cause de démission donnée par l'organisation responsable. Le nouveau membre achève le mandat de la personne qu'il remplace.

Les mandats de membre effectif ou suppléant du comité de gestion paritaire sont renouvelables sous les mêmes conditions que celle sous lesquelles ils sont désignés.

### Article 12

Les administrateurs du fonds ne prennent aucune obligation personnelle par rapport aux engagements du fonds. Leur responsabilité se limite à l'exécution de leur mandat de gestion qui leur a été conféré.

### Article 13

Le comité de gestion paritaire choisit tous les 2 ans un président parmi ses membres.

### Article 14

Le comité de gestion paritaire dispose des droits les plus étendus pour la gestion et l'administration du fonds, sans pour autant porter préjudice à ceux réservés par la loi ou par les statuts actuels à la commission paritaire pour les technologies orthopédiques.

Le comité de gestion paritaire a entre autres pour mission:

- de procéder à l'embauche et au licenciement du personnel du fonds;
- d'exercer le contrôle et de prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution des présents statuts;
- de fixer les frais d'administration ainsi que la part des recettes annuelles en vue de couvrir ceux-ci;
- de remettre dans le courant du mois de juin de chaque année un rapport écrit à la Commission Paritaire pour les Technologies Orthopédiques concernant l'accomplissement de sa mission.

V

### Article 15

Le comité de gestion paritaire se réunit au moins une fois par an au siège du fonds, soit sur invitation du président agissant d'office, soit à la demande d'au moins la moitié des membres du comité de gestion paritaire ainsi qu'à la demande d'une des organisations représentées.

### Article 16

Le comité de gestion paritaire ne peut se réunir et prendre des décisions valablement que si la majorité des membres est présente.

Les décisions du comité de gestion paritaire sont prises à l'unanimité des membres présents.

Seuls les membres effectifs et les membres suppléants siégeant en remplacement de membres effectifs, ont voix délibérative.

Le comité de gestion paritaire peut établir un règlement d'ordre intérieur décrivant en détail les modalités de son fonctionnement.

## **Chapitre VI            Contrôle**

### Article 17

Conformément à l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958, la commission paritaire pour les technologies orthopédiques désigne un réviseur ou un ou plusieurs experts comptables pour le contrôle de la gestion du fonds.

Ce réviseur ou ce ou ces experts comptables en font rapport au moins une fois par an auprès de la commission paritaire pour les technologies orthopédiques.

De plus, ils informent régulièrement le comité de gestion paritaire du fonds concernant le résultat de leurs investigations et font les recommandations qu'ils estiment utiles.

## **Chapitre VII Bilan et comptes**

### Article 18

Au 30 juin de chaque année les "bilan et comptes" de l'exercice écoulé sont clôturés.

## **Chapitre VIII Dissolution et liquidation**

### Article 19

Le fonds est créé pour une durée indéterminée. La dénonciation par uné des organisations représentée à la commission paritaire pour les technologies orthopédiques moyennant un préavis de trois mois comme prévu à l'article 2, est notifiée au plus tard le 30 juin par lettre recommandée au président de la commission paritaire et à chacune des organisations signataires.

Article 20

La dissolution du fonds est prononcée par la commission paritaire pour les technologies orthopédiques. Cette commission paritaire décide de l'affectation des biens et des valeurs du fonds après l'apurement du passif, et donne à ces biens et valeurs une affectation conforme à l'objet en vue duquel le fonds a été institué.

La commission paritaire pour les technologies orthopédiques désigne les membres effectifs du comité de gestion paritaire prévus à l'article 11 en tant que liquidateurs.

# **'Paritair Comité voor de Orthopedische Technologieën'**

## **PC 340**

Collectieve arbeidsovereenkomst van 25 april 2014 tot oprichting van het 'Fonds voor bestaanszekerheid voor de Orthopedische Technologieën' en tot vaststelling van zijn statuten

### **OPRICHTING**

#### **Artikel 1**

Het Paritair Comité voor de Orthopedische Technologieën (PC 340,00) heeft, bij toepassing van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid waarvan de statuten hieronder zijn vastgesteld.

#### **Artikel 2**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werklieden, werksters en bedienden van de ondernemingen welke ressorteren onder het Paritair Comité voor de Orthopedische Technologieën. Zij heeft uitwerking op 1 april 2014 en is gesloten voor onbepaalde tijd.

Elk van de ondertekenende partijen kan ze opzeggen mits een opzegging van drie maanden.. Deze opzegging wordt betekend ten laatste op 30 juni bij een ter post aangetekende brief aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de Orthopedische Technologieën en aan elk der ondertekenende partijen.

De termijn van drie maanden begint te lopen vanaf de datum waarop het aangetekend schrijven aan de voorzitter is toegestuurd.

### **STATUTEN**

#### **Hoofdstuk I            Benaming en maatschappelijke zetel**

##### **Artikel 3**

Er wordt vanaf 1 april 2014 een fonds voor bestaanszekerheid opgericht, "Fonds voor bestaanszekerheid voor de Orthopedische Technologieën" genaamd, waarvan de zetel gevestigd is in de Brusselse agglomeratie, adres: Trierstraat 31-33, 1040 Brussel.

Dit fonds neemt alle rechten en plichten over van het "Fonds voor bestaanszekerheid voor het orthopedisch schoeisel". (PSC 128.06)

#### **Hoofdstuk II            Doel**

##### **Artikel 4**

Het fonds verzekert de financiering, de toekenning en de vereffening van aanvullende sociale voordelen, vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in de schoot van het Paritair Comité voor de Orthopedische Technologieën, algemeen verbindend verklaard bij

koninklijk besluit, ten voordele van de werknemers die vallen onder de bevoegdheid van hogergenoemd Paritair Comité.

Het fonds heeft eveneens tot doel de vormings-, tewerkstellings- en integratieactiviteiten te bevorderen ten voordele van personen uit de risicogroepen.

### **Hoofdstuk III           Financiering**

#### Artikel 5

De geldmiddelen van het fonds bestaan uit:

- enerzijds de bijdragen gestort door de werkgevers vallend onder de bevoegdheid van het betrokken Paritair Comité, bedoeld onder artikel 2;
- anderzijds het overgedragen netto-actief van het FBZ PSC 128.06 ("FONDS VOOR BESTAANSZEKERHEID VOOR HET ORTHOPEDISCH SCHOEISEL") na ontbinding en vereffening.

#### Artikel 6

De bijdrage wordt vastgesteld in verhouding tot de brutolonen welke door de werkgever aan de in artikel 2 bedoelde werklieden, werksters en bedienden uitgekeerd worden.

Het bijdragepercentage wordt vastgesteld bij CAO, gesloten in het Paritair Comité voor de Orthopedische Technologieën.

#### Artikel 7

De bijdragen worden geïnd en ingevorderd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid bij toepassing van artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid.

#### Artikel 8

De administratiekosten van het fonds worden elk jaar vastgesteld door het paritair beheerscomité voorzien bij artikel 11.

Deze kosten worden gedekt door de renten van de kapitalen voortkomend van de storting der bijdragen en eventueel door een afhouding op de voorziene bijdragen en waarvan het bedrag jaarlijks vastgesteld is door het paritair beheerscomité.

### **Hoofdstuk IV           Toekenning en vereffening van de vergoedingen**

#### Artikel 9

De werknemers, waarvan sprake in artikel 2 hebben recht op aanvullende voordelen waarvan het bedrag, de aard en de voorwaarden van toekenning worden vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in het Paritair Comité voor de Orthopedische Technologieën, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

#### Artikel 10

De uitbetaling der aanvullende vergoedingen kan in geen enkel geval afhankelijk gemaakt worden van de betaling der verschuldigde bijdragen door de werkgever.

## Hoofdstuk V      Beheer

### Artikel 11

Het fonds wordt beheerd door een paritair beheerscomité bestaande uit acht effectieve leden die de beheerders zijn van dit fonds.

De helft van deze leden wordt aangeduid door en onder de leden van het Paritair Comité, benoemd op voordracht van de beroepsorganisaties van de werkgevers; de andere helft van de leden wordt aangeduid door en onder de leden van het Paritair Comité die de werklieden vertegenwoordigen.

De leden van dit paritair beheerscomité worden aangesteld voor dezelfde periode als deze van hun mandaat van lid van het Paritair Comité voor de Orthopedische Technologieën.

Het paritair beheerscomité wordt aangevuld met acht plaatsvervangende leden die aangeduid worden onder dezelfde voorwaarden en voor dezelfde duur als de effectieve leden.

In geval van tijdelijk beletsel vervangen de plaatsvervangende leden de effectieve met dezelfde bevoegdheid.

De functie van effectief of plaatsvervangend lid in het paritair beheerscomité vervalt door ontslag, overlijden of wanneer het mandaat van het lid van het Paritair Comité voor de Orthopedische Technologieën een einde neemt of wegens ontslag gegeven door de verantwoordelijke organisatie. Het nieuwe lid voltooit het mandaat van degene die hij vervangt.

De mandaten van effectief of plaatsvervangend lid van het paritair beheerscomité zijn hernieuwbaar onder dezelfde voorwaarden als deze waaronder zij aangeduid worden.

### Artikel 12

De beheerders van het fonds gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan in verband met verbintenissen van het fonds. Hun verantwoordelijkheid beperkt zich tot de uitvoering van het mandaat van beheer dat zij ontvangen hebben.

### Artikel 13

Het paritair beheerscomité kiest om de twee jaar een voorzitter onder zijn leden.

### Artikel 14

Het paritair beheerscomité beschikt over de meest uitgebreide rechten voor het beheer en de administratie van het fonds zonder nochtans deze bij de wet of door de huidige statuten voorbehouden aan het Paritair Comité voor de Orthopedische Technologieën te schaden.

Het paritair beheerscomité heeft onder meer als opdracht :

- over te gaan tot de aanwerving en afdanking van het personeel van het fonds;
- controle te doen en alle nodige maatregelen te treffen voor de uitvoering van deze statuten;
- de administratiekosten alsmede het aandeel van de jaarlijkse inkomsten die deze dekken vast te stellen;
- tijdens de maand juni van elk jaar een schriftelijk verslag over te maken aan het Paritair Comité voor de Orthopedische Technologieën over de vervulling van zijn opdracht.



## Artikel 15

Het paritair beheerscomité vergadert minstens eenmaal per jaar in de zetel van het fonds, hetzij op uitnodiging van de voorzitter ambtshalve handelend, hetzij op vraag van ten minste de helft van de leden van het paritair beheerscomité evenals op vraag van één der vertegenwoordigde organisaties.

## Artikel 16

Het paritair beheerscomité kan slechts geldig vergaderen en beslissingen nemen indien de meerderheid der leden aanwezig is.

De beslissingen van het paritair beheerscomité worden getroffen bij eenparigheid van de aanwezige leden.

Alleen de effectieve leden en de plaatsvervangende leden die zetelen ter vervanging van de effectieve leden, hebben beslissende stem.

Het paritair beheerscomité kan een reglement van inwendige orde opstellen dat de modaliteiten van zijn werking nader omschrijft.

## **Hoofdstuk VI           Controle**

### Artikel 17

Overeenkomstig artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 duidt het Paritair Comité voor de Orthopedische Technologieën één of meerdere revisoren of accountants experten-boekhouders aan ter controle van het beheer van het fonds.

Die of deze revisoren of accountants experten-boekhouders brengen hierover verslag uit bij het Paritair Comité voor de Orthopedische Technologieën ten minste eenmaal per jaar.

Bovendien lichten zij het paritair beheerscomité van het fonds regelmatig in over de uitslag van hun onderzoeken en doen de aanbevelingen die zij nodig achten.

## **Hoofdstuk VII         Balans en rekeningen**

### Artikel 18

Elk jaar op 30 juni worden de "balans en rekeningen" afgesloten van het verlopen dienstjaar.

## **Hoofdstuk VIII       Ontbinding en vereffening**

### Artikel 19

Het fonds is opgericht voor een onbepaalde duur. De opzegging door één van de organisaties welke vertegenwoordigd zijn in het Paritair Comité voor de Orthopedische Technologieën mits een opzegging van drie maanden zoals bepaald in artikel 2 wordt bij aangetekend schrijven aan de voorzitter van het paritair Comité en aan elk der ondertekenende partijen ten laatste op 30 juni betekend.

### Artikel 20

De ontbinding van het fonds wordt uitgesproken door het Paritair Comité voor de Orthopedische Technologieën. Dit laatste beslist over de bestemming van de goederen en

waarden van het fonds na betaling van het passief, en geeft aan deze goederen en waarden een bestemming die in overeenstemming is met het doel waartoe het fonds werd opgericht.

Het Paritair Comité voor de Orthopedische Technologieën duidt de effectieve leden aan van het paritair beheerscomité als vereffenaars voorzien bij artikel 11.